

**REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

**Comité national de lutte contre le terrorisme (CNLT)**

**Mécanismes et Principes directeurs émis par le Comité national de lutte contre le terrorisme (CNLT) à l'attention des établissements financiers et des entreprises et professions non financières désignées, ainsi que de toute autre personne ou entité concernant la mise en œuvre des sanctions financières ciblées**

Mohamed Horma KHADAD  
Traducteur  
Tél: +222 46 41 33 91 / 22 41 33 91

## Table de matière

Création du Comité national de lutte contre le terrorisme et ses attributions .....	3
Procédures de travail du Comité national de lutte contre le terrorisme (le Comité) ...	4
Engagements des établissements financiers et des entreprises et professions non financières désignées, ainsi que de toute autre personne ou entité (les chargés de la mise en œuvre) concernant la mise en œuvre des sanctions financières ciblées .....	4
Les listes nationales et onusiennes et les mises à jour introduites .....	8
Rôle du Comité national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans la mise en œuvre des décisions de gel des fonds ....	9



## **Création du Comité national de lutte contre le terrorisme et ses attributions**

L'article 48 de la loi n° 2019 – 017 du 20 février 2019, relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme prévoit la création d'un Comité national de lutte contre le terrorisme (ci-après CNLT ou le Comité) dont la compétence comprend, entre autres, l'établissement des normes et mesures à prendre pour appliquer les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies sur les sanctions financières ciblées, y compris la prévention, la répression du terrorisme et son financement, la prévention et la cessation de la prolifération d'armes de destruction massive et leur financement, et la notification au Comité national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (CNLCBCFT) de toutes les décisions de gel pour prendre les mesures et procédures nécessaires à leur mise en œuvre.

En application du décret n° 2019-199 portant formation, organisation et fonctionnement du Comité national de lutte contre le terrorisme paru dans le JO n° 1449 du 15 novembre 2019, les attributions du Comité portent notamment sur :

1. Etablir, gérer une liste nationale et présenter des propositions d'ajout aux organes concernés de l'ONU. Sont inscrits à cette liste nationale les noms des personnes et entités contre lesquelles des motifs raisonnables existent pour estimer qu'elles commettent, tentent de commettre, participent, facilitent ou incitent à un crime terroriste, ainsi que toutes les entités appartenant à ces personnes et entités ou contrôlées par elles, directement ou indirectement, ou des personnes ou entités agissant pour le compte de telles personnes ou entités ou de tout groupe associé à l'une d'entre elles, émanant ou se ramifiant d'elles.
2. Mettre en œuvre la liste des Nations Unies et gérer les radiations dans cette liste. Par liste des Nations Unies, on entend la liste de tous les individus, entités, groupes et autorités soumis à des sanctions financières spécifiques, conformément aux Résolutions du Conseil de Sécurité émises et tenues par un organe compétent des Nations Unies. La liste peut également inclure des personnes, entités, groupes ou autres autorités soumises à des sanctions financières spécifiques en raison du financement de la prolifération des armes de destruction massive en vertu des Résolutions du Conseil de Sécurité et de toutes les informations qui les identifient.
3. Décider de geler, immédiatement et sans préavis, les avoirs des personnes, organisations et entités qui - de l'avis du Comité, des structures ou des organismes onusiens compétents - ont des liens avec les crimes terroristes et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, et de priver ces personnes, organisations ou entités de toute mise à disposition de fonds, de biens ou de ressources économiques ainsi que tout autre service financier.
4. Le Comité transmet les décisions de gel des avoirs au Comité nationale de lutte le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme afin de de prendre les mesures et procédures nécessaires à leur mise en application.



5. Les parties en charge de la mise en œuvre et tous les assujettis aux dispositions du décret 2019-199, aux présents principes directeurs et autres dispositions légales applicables et pertinentes, sont tenus de respecter l'ensemble de leurs engagements sans délais, c'est-à-dire procéder immédiatement à la mise en œuvre dans les heures suivant la publication de la décision par l'autorité compétente.

#### **Procédures de travail du Comité national de lutte contre le terrorisme (le Comité)**

1. Le Comité national de lutte contre le terrorisme est chargé en vertu de l'alinéa 5 de l'article 13 du décret 199-2019 de publier la liste nationale et les listes des Nations Unies sur le site internet du Comité. Les établissements financiers et les entreprises et professions non financières désignées sont tenus de s'informer de ces listes et s'engagent à prendre les mesures qui en découlent au début et à la fin de chaque jour ouvrable successivement à 09h00 du matin et 17h00, l'après-midi.
2. Le Comité national de lutte contre le terrorisme est chargé en vertu de l'alinéa 6 de l'article 13 du décret 199-2019 de publier tout ajout, modification ou suppression de la liste des Nations Unies ou de la liste nationale sur le site internet du Comité. Les établissements financiers et les entreprises et professions non financières désignées sont tenus de s'informer de ces listes et s'engagent à prendre les mesures qui en découlent au début et à la fin de chaque jour ouvrable successivement à 09h00 du matin et 17h00, l'après-midi.
3. Le Comité procède à la révision de la liste nationale de façon périodique et dans un délai maximum de six (6) mois afin de mettre à jour ou de radier une personne ou une entité inscrite sur la liste, en cas de nécessité ou au besoin, à la lumière de renseignements ou d'informations récentes.
4. Le Comité procède à la révision de la liste des Nations unies de façon périodique et dans un délai maximum de six (6) mois afin de déterminer s'il faut, ou non, actualiser l'inscription ou la radiation de personnes ou d'entités mauritaniennes de la liste onusienne, à la lumière de renseignements ou d'informations récentes.
5. Tous les contacts avec le Comité se font par correspondance écrite à l'adresse de la Primature - Comité national de lutte contre le terrorisme ou par email adressé au CNLT : [president-cn-lct@cn-lct.gov.mr](mailto:president-cn-lct@cn-lct.gov.mr)
6. Le CNLT procède automatiquement et à travers les sites web des listes onusiennes, à la mise à jour de ces listes onusiennes au fur et à mesure.

#### **Engagements des établissements financiers et des entreprises et professions non financières désignées, ainsi que de toute autre personne ou entité (les chargés de la mise en œuvre) concernant la mise en œuvre des sanctions financières ciblées**

1. Les chargés de la mise en œuvre désignent les établissements financiers et les entreprises et professions non financières désignées, les autorités de contrôle, le Comité national de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du





terrorisme, l'Office de Gestion des Biens Gelés, Saisis et Confisqués et du Recouvrement des Avoirs Criminels, les autorités compétentes et autres organes de sécurité, administratifs et exécutifs, ainsi que toute personne ou entité pouvant avoir en sa possession des fonds ou des ressources économiques liés à des personnes, organisations ou entités listées par le Comité national de lutte contre le terrorisme ou par l'organe compétent des Nations Unies.

2. Les parties chargées de la mise en œuvre, doivent geler les fonds et autres actifs relevant des personnes et entités désignées sans délais et sans préavis sous peine des sanctions prévues par la loi n° 2019 - 017 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

3. Le gel porte sur :

- Tous les fonds et autres actifs détenus ou contrôlés par la personne ou l'entité spécifiée, et non pas uniquement les fonds et autres actifs pouvant être associés à un acte terroriste, un complot ou une menace terroriste spécifique ou liés à la prolifération des armes ;
- Les fonds et autres actifs détenus ou contrôlés en tout ou en partie par la personne ou l'entité spécifiée, directement ou indirectement ;
- Les fonds et autres actifs découlant ou provenant de fonds et autres actifs détenus ou contrôlés directement ou indirectement par la personne ou l'entité spécifiée ;
- Les fonds et autres actifs appartenant à une personne ou à une entité agissant pour le compte de l'une de ces personnes ou entités inscrites ou sous leur gestion.

4. Les fonds et autres actifs gelés le resteront sauf si, ou jusqu'à ce que le Comité national de lutte contre le terrorisme autorise, notifie ou permette l'accès à ceux-ci, ou jusqu'à ce que le nom de la personne ou de l'entité spécifiée sur la liste soit radié dans un délai de 8 heures suivant la publication.

5. Les parties chargées de la mise en œuvre doivent tenir le Comité national de lutte contre le terrorisme informé de la valeur des fonds et autres actifs objet de gel ou de levée de gel, de la nature de ces actifs, de la date et l'heure du gel ou de levée de gel dans les 24 heures suivant le gel ou sa levée (radiation) que ce soit au niveau de la liste nationale ou des autres listes onusiennes, y compris le financement des armes de destruction massives, dans les 24 suivant la mise en œuvre.

6. Il incombe aux parties chargées de la mise en œuvre, sous peine des sanctions prévues par la loi 2019-017 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et par les textes pertinents, de s'abstenir de mettre d'autres fonds, actifs, ressources économiques ou services financiers, ou autres services connexes, directement ou indirectement, à la disposition de personnes ou d'entités inscrites à part entière ou en association avec d'autres, ou en faveur d'entités appartenant ou contrôlées directement ou indirectement par des personnes inscrites ou contrôlées directement ou indirectement ou pour le compte de toute personne ou entité agissant pour leur compte ou travaillant sous leur



conduite ou en faveur de toute personne ou entité agissant en leurs noms ou sous leurs ordres, sauf autorisation, notification ou instruction émanant du Comité National de lutte contre le terrorisme, conformément aux décisions des instances onusiennes compétentes.

7. Les parties chargées de la mise en œuvre doivent informer le Comité des mesures prises, y compris toute procédure prise, dans le cadre d'une tentative de réalisation d'une transaction. Les droits des tiers agissant de bonne foi doivent être également respectés.

8. Les parties chargés de la mise en œuvre doivent autoriser le paiement de tout intérêt ou autre bénéfice dû au titre des comptes gelés, à condition que ledit intérêt ou tout autre bénéfice soit gelé.

9. S'agissant des personnes et entités inscrites en application des résolutions du Conseil de sécurité 1718(2006) ou 2231(2015), il est procédé à ce qui suit :

- Les chargés de la mise en œuvre informent le CNLT de la demande d'ajout des échéances dues conformément aux contrats, accords ou engagements conclus avant la date d'ajout de la personne ou de l'entité à la liste onusienne ;
- Le CNLT adresse une notification à cet effet à l'Organe compétent de l'ONU ;
- Le CNLT autorise l'ajout des échéances dues conformément aux contrats, accords ou engagements conclus avant la date d'ajout de la personne ou de l'entité à la liste onusienne à condition qu'au moins 10 jours se soient écoulés depuis la date d'envoi de la notification du Comité à l'organe compétent de l'ONU.

10. Les responsables de l'exécution qui ont procédé au gel conformément aux dispositions du décret n° 2019-199 ainsi qu'aux mécanismes et lignes directrices concernant les personnes ou entités désignées par la résolution 1737 (2006) du Conseil de sécurité, et qui restent désignées après l'adoption de la résolution 2231 (2015) ou en vertu de cette même résolution 2231 (2015), doivent s'acquitter des paiements dus en vertu des contrats conclus avant la date d'ajout du nom de la personne ou entité à la liste onusienne et ce selon les mécanismes et conditions ci-après :

- Les chargés de la mise en œuvre font une demande au CNLT pour honorer les échéances dues en vertu des contrats conclus avant la date d'ajout de la personne ou de l'entité à la liste onusienne. En annexe à la demande, joindre l'ensemble des données et documents justificatifs.
- Il est exigé que ces contrats ne soient liés à aucune des clauses, articles, matériels, biens, technologies, assistance, formation, appui financier, investissements, courtage non autorisé ni aux services mentionnés dans la Résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité ou dans les résolutions ultérieures.
- Il est exigé que le montant ne soit pas remis directement ou indirectement à une personne ou à une entité soumise aux dispositions du paragraphe 6 annexe b de la Résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité.



- Le Comité national de lutte contre le terrorisme, en coordination avec le ministère chargé des Affaires Etrangères, informera à l'avance l'organe compétent des Nations Unies de son intention de permettre ou d'autoriser l'échéance ou d'autoriser la levée du gel des fonds, des actifs ou des ressources économiques pour les mêmes raisons.
- Le Comité national de lutte contre le terrorisme autorisera l'acquittement des échéances dues en vertu des contrats conclus avant la date d'ajout de la personne ou de l'entité à la liste onusienne à condition que 10 jours au moins se soient écoulés depuis la date de la notification du CNLT à l'organe compétent des Nations Unies.

11. Il revient aux chargés de la mise en œuvre, en ce qui concerne les personnes et entités visées par la Résolution 1718 (2006) du Conseil de sécurité ou par les résolutions suivantes, et ayant procédé au gel des fonds soumis à une hypothèque, à un jugement ou une décision administrative, d'autoriser à effectuer le versement des échéances dues au titre de cette hypothèque ou de ce jugement, à condition que :

- l'hypothèque ou le jugement remonte à une date antérieure à la date de la présente résolution;  
cette hypothèque ou ce jugement ne sera ni dans l'intérêt d'une personne ou d'une entité désignée par la résolution 1718 (2006) du Conseil de Sécurité et ses résolutions ultérieures, ni dans l'intérêt de toute autre personne ou entité désignée par le Comité des sanctions du Conseil de Sécurité créé en vertu de la résolution 1718 (2006) ;  
le CNLT adresse, en coordination avec le ministère chargé des Affaires Etrangères, une notification préalable à l'organe onusien compétent concernant son intention d'autoriser ou de permettre, dans un délai de 10 jours avant la date de l'autorisation, le paiement de l'échéance ou, le cas échéant, l'autorisation de lever le gel des fonds, d'autres actifs ou ressources économiques aux mêmes fins.
- La CNLT autorisera l'acquittement des échéances dues au titre du remboursement de l'hypothèque, du jugement ou de la décision administrative ou arbitrale à condition qu'au moins 10 jours se soient écoulés depuis la date de notification adressée par le CNLT à l'organe compétent des Nations Unies.

12 Le président du Comité national de lutte contre le terrorisme prendra toutes les mesures exécutives au sujet des demandes reçues par le Comité en vue d'autoriser l'utilisation d'une partie des fonds et ressources économiques gelés pour couvrir les dépenses de base et les autres frais conformément aux mécanismes prévus à l'article 24 du décret 199-2019.

13. Le président du Comité national de lutte contre le terrorisme prendra toutes les mesures exécutives au sujet des demandes reçues par le Comité concernant la radiation de la liste nationale et des listes onusiennes conformément aux mécanismes prévus aux articles 25 et 26 du décret 199-2019.



14. Le président du Comité national de lutte contre le terrorisme prendra toutes les mesures exécutives au sujet des demandes reçues par le Comité concernant les plaintes relatives au gel des avoirs conformément aux mécanismes prévus à l'article 27 du décret 199-2019 tout en tenant compte des engagements de la République Islamique de Mauritanie dans le domaine des droits de l'homme, conformément aux traités et accords internationaux pertinents.

15. Le président du Comité national de lutte contre le terrorisme prendra toutes les mesures exécutives relatives à la notification, par le Comité, de l'organe onusien compétent au sujet des procédures engagées pour exécution des décisions de gel et de tout ce qui s'y rapporte, conformément aux mécanismes prévus à l'article 32 du décret 199-2019.

#### **Les listes nationales et onusiennes et les mises à jour introduites**

1. il a été créé un site dédié au Comité national de lutte contre le terrorisme (CNLT)  
[www.cn-lct.gov.mr](http://www.cn-lct.gov.mr)
2. le site du CNLT renvoie à une liste nationale avec des données essentielles sur la personne, l'organisation ou l'entité figurant sur la liste.
3. s'agissant des listes onusiennes, , toutes les parties chargés de la mise en œuvre doivent se référer aux liens suivants relatifs à ces listes et à les actualiser :

Désignation de la liste	Lien
Liste sanctions contre DAESH et Al Qaida	<a href="https://www.un.org/securitycouncil/ar/sanctions/1267/aq_sanctions_list">https://www.un.org/securitycouncil/ar/sanctions/1267/aq_sanctions_list</a>
Liste sanctions contre les TALIBANS	<a href="https://www.un.org/securitycouncil/ar/sanctions/1988/materials">https://www.un.org/securitycouncil/ar/sanctions/1988/materials</a>
Liste des sanctions contre la COREE démocratique	<a href="https://www.un.org/securitycouncil/ar/sanctions/1718/materials">https://www.un.org/securitycouncil/ar/sanctions/1718/materials</a>
Liste des sanctions contre l'IRAN/en lien avec le nucléaire	<a href="https://www.un.org/securitycouncil/ar/content/2231-list">https://www.un.org/securitycouncil/ar/content/2231-list</a>



4. Il est possible de se référer à la liste des sanctions communes du Conseil de sécurité de l'ONU qui énumère tous les noms inscrits à la liste des sanctions du Conseil de sécurité à travers le lien :

<https://www.un.org/securitycouncil/ar/content/un-sc-consolidated-list>

**Rôle du Comité national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans la mise en œuvre des décisions de gel des fonds**

Le Comité national de lutte le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est chargée de l'application des mesures et des procédures nécessaires à l'exécution des décisions de gel des fonds prises par le Comité national de lutte contre le terrorisme. Le lien de son site est [http: www.cnlcbcft.mr](http://www.cnlcbcft.mr)

*Hadout de l'Arabe*

